

Evaluation agricole des Nations unies : résultats et recommandations

Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD)

Greenpeace - mai 2008

Des millions de personnes sont confrontées à une pénurie d'aliments, à des aliments hors de prix et, dans bien des cas, à la famine. Les réserves mondiales de céréales sont en réduction et le prix des céréales a explosé. La crise actuelle est imputable à de nombreux facteurs sous-jacents tels que de mauvaises récoltes en raison des changements climatiques, une répartition injuste de la nourriture, une utilisation croissante des céréales pour produire du carburant ou l'augmentation mondiale de la consommation de viande.

Dans ce contexte, la toute première évaluation scientifique de l'agriculture mondiale, terminée en avril 2008, en appelle à une modification fondamentale des pratiques agricoles afin de répondre aux prix des aliments qui ne cessent d'augmenter, à la faim, aux inégalités sociales et aux désastres naturels.

Le présent document propose une synthèse de l'histoire de l'évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD) et cite certains de ces principaux résultats. Le rapport final de l'IAASTD, publié en avril 2008, va certainement devenir un document de référence pour les investissements nationaux et internationaux à venir dans la recherche agricole.

Contexte

Les objectifs de l'IAASTD

Le principal objectif poursuivi par l'IAASTD était de fournir des informations aux décideurs sur la manière de structurer la recherche et le développement dans l'agriculture afin de pouvoir relever les défis présents et à venir. L'IAASTD est une évaluation scientifique qui ressemble beaucoup au Groupe d'experts gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Elle repose sur les travaux de plus de 400 scientifiques issus du monde entier qui ont étudié la situation actuelle dans l'agriculture à l'échelle mondiale et qui ont mis en évidence certains défis importants et proposés des actions pour l'avenir de l'agriculture.

L'IASSTD était guidée par un large éventail d'objectifs : réduction de la faim et la pauvreté, amélioration des moyens de subsistance en milieu rural et de la santé humaine, promotion d'un développement équitable, socialement, écologiquement et économiquement rationnel.¹ Le défi consistait à atteindre simultanément les objectifs de développement et de durabilité tout en augmentant la production.

L'IAASTD s'est concentrée sur le rôle des nouveaux développements scientifiques et a accordé une place toute aussi importante aux connaissances locales et traditionnelles et à la recherche formelle. L'expression utilisée par l'IAASTD est l'AKST (acronyme en anglais) qui signifie : connaissances, sciences et technologies agricoles.

Le processus

L'IAASTD est une collaboration unique sous l'égide de la Banque mondiale en partenariat avec plusieurs organisations y compris l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations unies pour le développement, le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale de la santé et des représentants des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et d'institutions scientifiques du monde entier. Greenpeace a également participé en tant qu'auteur du rapport et a siégé au Bureau de direction de l'IAASTD.

¹ Résumé général à l'intention des décideurs, p 1.

Les résultats

Les scientifiques ont produit six rapports détaillés : une évaluation mondiale et cinq évaluations régionales (1. Afrique subsaharienne, 2. Sud-est asiatique et Pacifique, 3. Amérique latine et Caraïbes, 4. Asie centrale et occidentale et Afrique du Nord et 5. Europe et Amérique du Nord). Une synthèse de chacun de ces rapports est présentée dans un résumé à l'intention des décideurs. De plus, un rapport de synthèse a été préparé sur la base des six rapports. Il se concentre sur des problèmes communs tels que les biocarburants ou les biotechnologies.

En avril 2008, près de 60 gouvernements ont signé le rapport final de l'IAASTD à Johannesburg (Afrique du Sud). Les rapports sous-jacents ont été acceptés par les gouvernements sans discussion détaillée tandis que le Résumé général à l'intention des décideurs et le résumé analytique du rapport de synthèse, les deux documents finaux clés, ont été négociés ligne par ligne par les représentants des gouvernements à Johannesburg.

Pays non signataires

Les États-Unis, le Canada et l'Australie n'ont pas approuvé les rapports de l'IAASTD. Quelques mois plus tôt, le secteur des biotechnologies a quitté le processus. Selon eux, l'évaluation n'est pas équilibrée et ils mettent en question l'indépendance des auteurs, même s'ils ont tous été parmi les participants qui ont choisi les auteurs du rapport. Un des principaux auteurs sur les questions de biotechnologie était même représentant du secteur du génie génétique. En se retirant du processus d'évaluation, les sociétés biotechnologiques ont voulu contester l'impartialité de l'IAASTD. Toutefois, le rejet des rapports de l'IAASTD par ces firmes et certains grands pays engagés dans la promotion des monocultures n'a eu aucun impact négatif sur l'acceptation générale de l'IAASTD. Comme l'explique Hans Herren, un des vice-présidents de l'IAASTD à Johannesburg : « Les perdants sont ceux qui ne sont pas restés jusque la fin. »

Messages clés

Dans les grandes lignes, le rapport de l'IAASTD est un appel lancé aux gouvernements et aux agences internationales pour rediriger et augmenter le financement d'une révolution agricole véritablement agro-écologique. Le message-clé du rapport final de l'IAASTD est la nécessité d'abandonner l'agriculture industrielle destructrice et dépendante des produits chimiques au profit de méthodes d'agriculture modernes qui favorisent la biodiversité et dont peuvent bénéficier les communautés locales. De plus grandes quantités d'aliments de meilleure qualité peuvent être produites sans détruire le mode de vie rural ou nos ressources naturelles. Des méthodes locales respectueuses de la société et de l'environnement sont la solution. L'IAASTD a également déclaré dans ses conclusions que le génie génétique n'est pas une solution à l'explosion des prix des aliments, à la faim et à la pauvreté.

Vous trouverez ci-après certaines des conclusions des scientifiques tirées des synthèses des rapports de l'IAASTD telles qu'approuvées à Johannesburg.

Position du résumé de l'IASSTD pour les décideurs sur...²

... le besoin de changement dans l'agriculture mondiale

« L'empreinte écologique de l'agriculture industrielle est déjà trop importante pour être ignorée, et l'on prévoit une plus grave altération de l'environnement mondial dans l'avenir, qui pourrait l'élargir davantage » (Résumé général, p. 38)

« La réalisation des objectifs de développement et de durabilité et l'adaptation aux nouvelles priorités et à l'évolution du monde passent par une réorientation substantielle des AKST, et notamment des sciences, des technologies, des politiques, des institutions, des investissements et par le renforcement des capacités » (Résumé RS, p. 7)

« L'accent mis sur l'augmentation des rendements et de la productivité a, dans certains cas, eu des conséquences négatives sur la durabilité de l'environnement. » (Résumé général, Principaux résultats 3, p. 8).

« Au siècle dernier, les systèmes de production agricole ont été simplifiés pour maximiser les rendements par composante (...) ces pratiques ont souvent entraîné la dégradation des ressources naturelles et écologiques. » (Résumé général, p. 23)

« Les ressources naturelles, notamment celles qui contribuent à la diversité des ressources pédologiques, hydriques, végétales et animales, le couvert végétal, les sources d'énergie renouvelables, le climat et les services écosystémiques, sont d'une importance fondamentale pour la structure et la fonction des systèmes agricoles et pour la viabilité sociale et environnementale, car elles aident à maintenir la vie sur terre. Dans le passé, le développement agricole mondial a été principalement centré sur les gains de productivité au lieu d'intégrer la gestion des ressources naturelles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il est préférable de suivre une approche holistique ou systémique, de manière à tenir compte des difficultés associées à la complexité des systèmes de production alimentaire et d'autres systèmes de production dans

² Toutes les citations sont des citations exactes extraites des textes finaux approuvés pour le Résumé général à l'intention des décideurs (« Résumé général »), le Résumé analytique du rapport de synthèse (« Résumé RS ») ou le résumé du rapport pour l'Amérique latine et les Caraïbes tels que téléchargés du site www.agassessment.org le 24 avril 2008.

différentes zones écologiques, régions et cultures. » (Résumé RS, p. 21)

« **L'agriculture se pratique dans des systèmes complexes et est multifonctionnelle par nature.** (...) Le concept de multifonctionnalité reconnaît l'agriculture comme une activité générant non seulement plusieurs produits de base (nourriture pour humains et animaux, fibres, biocarburants, produits médicinaux et ornementaux), mais aussi des biens non marchands tels que des services écosystémiques, des aménagements paysagers et des patrimoines culturels » (Résumé général, Principaux résultats 6 et cadre sur la multifonctionnalité, pp. 9-10)

... la réduction des apports chimiques dans l'agriculture

« L'application de substances agrochimiques toxiques à un grand nombre de systèmes agricoles a des effets néfastes sur la santé des producteurs, des ouvriers et des communautés qui y sont exposés. (...) Les risques sanitaires et environnementaux, de même que les effets des substances agrochimiques, ont été largement documentés dans la littérature médicale et scientifique. » (Résumé général, p. 22)

... la sécurité alimentaire et le besoin d'investir plus dans la recherche agroécologique

« **Une augmentation et un renforcement des AKST allant dans le sens des sciences agroécologiques contribuera à résoudre les questions écologiques tout en stabilisant et relevant la productivité.** » (Résumé général, Principaux résultats 7, p. 10).

« **Les politiques favorables aux pratiques agricoles durables (...)** stimulent davantage l'innovation technologique, notamment les approches agroécologiques et l'agriculture biologique pour réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire. » (Résumé général, Lignes d'action, p. 38)

« Des investissements accrus et mieux ciblés dans les AKST, réalisés tant par le secteur public que privé, et qui tiennent explicitement compte du caractère multifonctionnel de l'agriculture, peuvent aider à promouvoir les objectifs de développement et de durabilité. » (Résumé général, Principaux résultats 20, p. 14).

« Il y a tout lieu de craindre que l'ouverture des marchés agricoles nationaux à la concurrence internationale avant la mise en place des institutions et des infrastructures nécessaires n'affaiblisse le secteur agricole, ce qui aurait des effets néfastes et durables sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'environnement. » (Résumé RS, p. 23)

...le modèle écologique d'agriculture à venir

« **Les systèmes d'AKST doivent accroître la viabilité du point de vue de l'environnement tout en maintenant la productivité de manière à préserver la base des ressources naturelles et assurer la viabilité écologique des systèmes agricoles. Au nombre des options possibles, on peut citer une utilisation plus rationnelle des nutriments, de l'énergie, de l'eau et des sols ; une meilleure compréhension des dynamiques sol-plantes-eau ; une diversification accrue de l'agriculture; le renforcement des systèmes agroécologiques et de la préservation et de l'exploitation de la biodiversité tant au niveau des exploitations que des paysages** » (Résumé RS, p. 10)

« **Entre autres options, on pourrait supprimer les subventions qui encouragent les pratiques non viables.** » (Résumé RS, p. 10)

« Par exemple, les agrosystèmes des sociétés les plus pauvres pourraient, grâce l'agroécologie et l'IPM, atteindre voire dépasser les rendements produits par les méthodes traditionnelles, réduire la demande de conversion de terres pour l'agriculture, restaurer les services de l'écosystème (surtout l'eau), réduire l'utilisation et le besoin d'engrais dérivés des combustibles fossiles et l'utilisation d'insecticides agressifs. » (Rapport de synthèse, p. 64)

« Des exemples pour une meilleure gestion des ressources comprennent une gestion améliorée des sols et de l'eau en vue d'accroître la rétention d'eau et de réduire l'érosion (...) une plus large diffusion des mesures de conservation des sols (...) modélisation des dynamiques des ravageurs et des espèces étrangères en vue de réduire la dépendance vis-à-vis des produits chimiques pour la préservation de la santé humaine et des écosystèmes tout en s'attaquant aux menaces émergentes des ravageurs induites par les changements climatiques. Des systèmes intégrés de culture, d'arboriculture, d'élevage et de pêche, peuvent être intensifiés et gérés comme des systèmes agricoles multifonctionnels avec des conséquences moins néfastes pour les écosystèmes. » (Résumé général, Lignes d'action, p. 30)

« Les investissements dans les AKST qui pourraient améliorer la viabilité et atténuer les effets préjudiciables à l'environnement sont, entre autres, les techniques de préservation de la ressource, les techniques améliorées pour les systèmes de production biologique et les pratiques à faible intensité d'intrants ; un grand nombre de techniques de production de variétés tolérantes aux écarts de température et aux parasites ; (...) l'utilisation plus rationnelle de l'eau et la réduction de la pollution de l'eau ; la lutte biologique contre les nouveaux parasites et agents pathogènes ; les substituts biologiques aux substances agrochimiques ; et la réduction de la dépendance du secteur agricole à l'égard des combustibles fossiles. » (Résumé RS, p. 11)

« D'autres approches politiques déjà utilisées dans divers pays, et qui pourraient réduire l'empreinte négative de l'agriculture, comprennent des taxes sur le carbone, l'utilisation de substances agrochimiques et la pollution de l'eau. (...) »

Une autre option consiste à interdire les pratiques particulièrement nuisibles dans les zones très vulnérables (déforestation à la lisière des forêts tropicales, utilisation de substances chimiques toxiques dans les intervalles des lignes de partage des eaux et près des ruisseaux, etc.). » (Résumé général, Lignes d'action, p. 39)

« Les pratiques culturelles durables font partie de la solution à l'altération actuelle de l'environnement. Des exemples comprennent un meilleur stockage du carbone dans les sols et la biomasse, l'atténuation des émissions de CH₄ et de N₂O provenant des rizières et des systèmes d'élevage, et la réduction de l'utilisation des engrais inorganiques... » (Résumé général, p. 23)

« L'agroforesterie est une technique de réhabilitation des sols, qui a donné lieu à des techniques communautaires qui permettent i) d'accroître les rendements des cultures vivrières de base ; et ii) de créer des systèmes de culture associée. » (Résumé général, p. 31)

...la meilleure approche pour l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques

« Certaines options d'atténuation des effets avantageuses pour tous ont déjà été identifiées. Citons par exemple des méthodes d'utilisation des sols telles que le ralentissement de la mise en culture des habitats naturels, le boisement, le reboisement, des efforts accrus pour éviter la déforestation, l'agroforesterie, les systèmes agroécologiques ainsi que la régénération des sols et des zones de parcours sous-utilisés ou dégradés, et des options d'utilisation du sol telles que la séquestration du carbone dans les sols agricoles, la réduction et l'utilisation plus rationnelle des intrants azotés. » (Résumé RS, p. 19)

... la souveraineté alimentaire

« La souveraineté alimentaire se définit comme le droit des peuples et des États souverains à élaborer démocratiquement leurs politiques agricoles et alimentaires. » (Résumé général, p. 20)

...les cultures génétiquement modifiées

« Une solution au problème de la recherche-développement en biotechnologie³ serait d'investir dans des priorités locales définies suivant une démarche participative et transparente, et de privilégier les solutions multifonctionnelles aux problèmes locaux. » (Résumé RS, p. 17)

« En outre, les effets des plantes, des animaux et des microorganismes transgéniques ne sont pas aussi bien appréhendés aujourd'hui, une situation qui appelle à la participation du plus grand nombre d'acteurs à la prise de décisions et à l'intensification de la recherche publique sur les risques potentiels. » (Résumé général, p. 22).

« C'est pourquoi l'évaluation de la biotechnologie moderne n'a pas suivi le rythme des progrès ; les informations sont souvent fragmentaires et contradictoires, les avantages et les inconvénients sont mal connus. Les avis divergent sur les risques et les bienfaits de la biotechnologie moderne pour l'environnement, la santé humaine et l'économie, et ces risques restent pour la plupart à déterminer. » (Résumé RS, p. 22)

« Les politiques de biosécurité qui (...) garantissent l'absence de contamination génétique dans les centres d'origine et de diversité. (...) Chaque pays pourrait décider d'inclure dans le cadre réglementaire la possibilité d'empêcher l'utilisation dans les centres d'origine et de diversité génétique. » (Résumé du rapport régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes, original en espagnol, p. 20).

« L'application des biotechnologies modernes en dehors des confinements, notamment l'utilisation des plantes génétiquement modifiées, est beaucoup plus controversée. Par exemple, les données recueillies pour certaines années et certaines plantes génétiquement modifiées indiquent des gains de rendement allant de 10 % à 33 % dans certaines régions et des baisses de rendement dans d'autres régions. » (Résumé RS, p. 16)

« Le fait de se concentrer sur la biotechnologie moderne, sans fournir un soutien adéquat à d'autres recherches agricoles, peut se traduire par une modification des programmes d'enseignement et de formation et une réduction du nombre de spécialistes dans d'autres sciences agricoles fondamentales. » (Résumé RS, p. 17)

« La reconnaissance des préférences des consommateurs par rapport aux produits génétiquement modifiés; (...) garantit l'absence de contamination croisée. » (Résumé général, tableau 1, exemples d'approches politiques favorables aux objectifs de développement et de durabilité)

³ La définition du terme « biotechnologie » adoptée par l'IAASTD est très large : « Il s'agit d'un terme générique qui englobe la manipulation d'organismes vivants et couvre un large éventail d'activités, des techniques conventionnelles de fermentation et de sélection des plantes et des animaux aux récentes innovations en matière de culture tissulaire, d'irradiation, de génomique et d'amélioration génétique (MAB) et de sélection à l'aide de marqueurs moléculaires (MAS) pour améliorer la reproduction naturelle. » (Résumé général, p. 11)

« Dans les régions ou les pays qui ont choisi de produire des organismes génétiquement modifiés, la réglementation doit se baser sur des principes de précaution et sur le droit des consommateurs d'être informés, par le biais d'étiquettes par exemple. » (Résumé du rapport régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes, original en espagnol, p. 20).

...les brevets

« Les régimes de droits de propriété intellectuelle (DPI) qui protègent les producteurs et étendent la sélection participative des plantes et le contrôle de la base sur les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées, peuvent renforcer l'équité. » (Résumé général, p. 26)

« L'utilisation des brevets relatifs aux transgènes pose d'autres problèmes. Dans les pays en développement en particulier, des instruments tels que les brevets peuvent accroître les coûts et réduire les activités d'expérimentation des agriculteurs ou des chercheurs du secteur public, tout en risquant par la même occasion de décourager les pratiques locales qui améliorent la sécurité alimentaire et la viabilité économique. On craint en particulier que les instruments en place relatifs aux droits de propriété intellectuelle n'entraînent à terme la conservation des semences ainsi que l'échange, la vente et l'accès aux matériaux brevetés dont les chercheurs indépendants ont besoin pour effectuer leurs analyses et expériences sur les impacts. Les agriculteurs sont soumis à de nouvelles obligations : les producteurs de plantes génétiquement modifiées⁴ risquent d'être tenus responsables de la présence de plantes adventices si les producteurs de plantes biologiques dans leur voisinage se voient privés de leurs droits de commercialisation et de leurs revenus, et les producteurs traditionnels pourraient être tenus de dédommager les producteurs de semences génétiquement modifiées si des transgènes sont détectés dans leurs cultures. » (Résumé RS, p. 17)

... L'implication des participants et la participation des agriculteurs

« Par exemple, associées à des approches formelles telles que l'agroécologie et l'agroforesterie, l'innovation au niveau communautaire et la connaissance locale peuvent traiter des questions d'intérêt pour les populations rurales » (Résumé général, p. 29).

« Des approches communautaires pour la gestion des ressources naturelles, telles que la gestion des bassins versants, de la foresterie communautaire, la gestion intégrée des ravageurs et des cultures, et le renforcement des systèmes locaux de semences, contribuent à soutenir et prendre en compte la viabilité sociale et environnementale. » (Résumé général, p. 27)

...l'agriculture et les changements climatiques

« Le régime post 2012 doit être intégrer plus d'activités agricoles telles que la réduction des émissions de la déforestation et de la dégradation des sols pour profiter pleinement des opportunités offertes par les secteurs agricoles et forestiers. » (Résumé général, p. 16)

⁴ GM = génétiquement modifié